



**ARRETE MUNICIPAL PORTANT A  
LA REGLEMENTATION  
PROVISOIRE DU STATIONNEENT  
SUR L'AVENUE VICTOR HUGO**

Le Maire de la ville de TULLE,

- Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6,
- Vu le Code de la voirie routière,
- Vu le Code de la Route et l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - 8ème partie - signalisation temporaire),
- Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des collectivités territoriales,
- Vu la délibération instaurant les redevances pour l'année 2024,
- Vu la délibération n°10 du 15 février 2018 relative à la délégation accordée au Maire et aux Adjointes conformément aux articles L.2122.22 et L.2122.18 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- Vu la demande par laquelle NATURE & SPORTS demeurant 43 bis avenue Victor Hugo 19000 Tulle représentée par Monsieur Sébastien FABRIS demande l'autorisation d'occuper le domaine public :  
- exposition de produits de camping 43bis AVENUE VICTOR HUGO (Tulle),

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1 :**

Le bénéficiaire (NATURE & SPORTS) est autorisé, sous réserve de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, à occuper le domaine public, conformément à sa demande :

- du 03/07/2024 au 11/08/2024, le demandeur sera autorisé à exposition de produits de camping sur 1 place(s) de stationnement, 43bis AVENUE VICTOR HUGO.

**ARTICLE 2 :** La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par le Service Sécurité Domaine Public de la ville de TULLE.

**ARTICLE 3 :** Les véhicules ne respectant pas les dispositions prévues ci-dessus seront considérés comme gênants. Ils pourront être enlevés et mis en fourrière, aux frais de leurs propriétaires.

**ARTICLE 4 :** Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées et sanctionnées conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 5 :** Les piétons, conducteurs de véhicules et le demandeur sont tenus de se conformer aux prescriptions supplémentaires qui pourraient leur être données par les agents des services de police nationale et municipale (Sécurité Domaine Public).

**ARTICLE 6 :** Copie du présent arrêté est adressé à : NATURE & SPORTS - Services Techniques Municipaux - Hôtel de police - Presse - SMUR - SAMU - CENTRE DE SECOURS TULLE - Tulle agglomération Service Transport - CFTA

**ARTICLE 7 :** Le présent arrêté est publié et affiché dans la commune de Tulle.

**ARTICLE 8 :** Monsieur Le Directeur Général des Services de la ville de TULLE et Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**ARTICLE 9 :** CONFORMÉMENT À L'ARTICLE R. 421-1 DU CODE DE JUSTICE ADMINISTRATIVE, LE PRÉSENT ARRÊTÉ PEUT FAIRE L'OBJET D'UN RECOURS CONTENTIEUX, DANS LE DÉLAI DE DEUX MOIS À COMPTER DE SA NOTIFICATION, DEVANT LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE LIMOGES PAR COURRIER POSTAL À L'ADRESSE SUIVANTE : 1, COURS VERGNIAUD CS 40410, 87100 LIMOGES CEDEX. LE TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE LIMOGES PEUT ÊTRE SAISI PAR L'APPLICATION TÉLÉRECOURS ACCESSIBLE PAR LE SITE [HTTPS://WWW.TELERECOURS.FR](https://www.telerecours.fr) . IL PEUT ÉGALEMENT FAIRE L'OBJET D'UN RECOURS GRACIEUX AUPRÈS DE MONSIEUR LE MAIRE DE TULLE. CETTE DÉMARCHE INTERROMPT LE DÉLAI DE RECOURS CONTENTIEUX, CE DERNIER DEVANT ÊTRE INTRODUIT DANS LE DÉLAI DE DEUX MOIS SUIVANT UNE DÉCISION IMPLICITE OU EXPLICITE DE L'AUTORITÉ COMPÉTENTE (LE SILENCE DE L'ADMINISTRATION PENDANT LE DÉLAI DE DEUX MOIS VALANT DÉCISION IMPLICITE DE REJET).

Fait à Tulle, le 01/07/2024  
Pour le Maire,  
Le Maire-adjoint



Michel BOUYOU